



## REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

### **Nombre de conseillers en exercice : 33**

L'an deux mille vingt cinq, le quinze décembre à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 9 décembre 2025 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

### **Présent(e)s : 29**

Jérôme DUBOST, Fabienne MALANDAIN, Nicolas SAJOUS, Agnès SIBILLE, Eric LE FEVRE, Pascale GALAIS, Yannick LE COQ, Christel BOUBERT, Sylvain CORNETTE, Véronique BLONDEL, Gilles BELLIERE, Patrick DENISE, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Isabelle NOTHEAUX, Aurélien LECACHEUR, Édith LEROUX, Nicolas BERTIN, Isabelle CREVEL, Thierry GOUMENT, Jean-Luc HEBERT, Andrée BAR, Romain DELAMARE, Aliké PERENDOUKOU, Philippe QUERNE, Virginie VANDAELE, Laurent GILLE, Virginie LAMBERT, Nicole LANGLOIS, Arnaud LECLERRE

### **Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 3**

Jean-Pierre LAURENT donne pouvoir à Jérôme DUBOST  
Corinne CHOUQUET donne pouvoir à Laurent GILLE  
Agnès MONTRICHARD donne pouvoir à Arnaud LECLERRE

### **Excusé(e)s / Absent(e)s : 1**

Damien GUILLARD

### **Secrétaire de séance**

Romain DELAMARE est désigné Secrétaire de séance

## CONSEIL MUNICIPAL du 15 décembre 2025

**M\_DL251215\_214**

### MARCHES PUBLICS - TRAVAUX DE PEINTURE - GROUPEMENT DE COMMANDES ENTRE LA VILLE DE MONTIVILLIERS ET LE CCAS DE MONTIVILLIERS - CONVENTION - SIGNATURE - AUTORISATION

**M. Eric LE FEVRE, Adjoint au Maire** – L'accord-cadre de travaux de peinture en groupement de commandes entre la Ville de Montivilliers et le CCAS de Montivilliers, notifié le 27 avril 2022 pour une durée d'un an, renouvelable 3 fois, arrive à échéance le 26 avril 2026.

Une nouvelle consultation doit donc être lancée pour permettre la continuité de fonctionnement des services pour les travaux à effectuer dans les bâtiments de la Ville mais aussi dans les résidences autonomie pour le compte du CCAS.

Conformément aux dispositions des articles L.2113-6 à L.2113-8 du Code de la commande publique, des groupements de commandes, notamment entre les collectivités territoriales et des établissements publics, peuvent être constitués après établissement et signature d'une convention constitutive de groupement de commandes.

Afin d'obtenir les meilleures conditions tarifaires, il convient d'inclure dans un seul dossier de consultation les besoins de la Ville de Montivilliers et ceux du CCAS de Montivilliers.

Cette convention précise :

- que la Ville de Montivilliers est coordonnateur du groupement, qu'elle est chargée de lancer et notifier l'accord-cadre ;
- que la commission marché du coordonnateur du groupement est désignée comme étant la commission du groupement de commandes ;
- que chacun des membres du groupement, chacun pour ce qui le concerne, est chargé de signer son propre acte d'engagement et d'exécuter son propre accord-cadre.

A l'issue de la procédure, l'accord-cadre sera signé pour une durée d'un an, à compter de sa date de notification, puis reconductible tacitement 3 fois, sans toutefois pouvoir excéder 4 ans.

Le montant maximum annuel de commande pour la Ville sera fixé à 100.000 euros HT. Ce montant sera identique pour toutes les années de reconduction de l'accord-cadre.

**Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :**

**LE CONSEIL MUNICIPAL,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L.2121-29 ;

**VU** le Code de la Commande Publique et notamment ses articles L.2113-6 à L.2113-8.

### CONSIDÉRANT

- Que les dispositions des articles L.2113-6 à L.2113-8 du Code de la Commande Publique prévoient la possibilité de constituer des groupements de commandes ;

*La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*

- Qu'il est nécessaire de former un groupement de commandes entre la Ville de Montivilliers et le CCAS de Montivilliers afin de constituer un accord-cadre de travaux de peinture dans les bâtiments municipaux et dans les résidences autonomie.

VU le rapport de Monsieur **Eric LE FEVRE**, Adjoint au Maire en charge des Finances, des Marchés publics et des Grands Projets ;

**Après en avoir délibéré,**

## **DÉCIDE**

- **D'approuver** la convention constitutive du groupement de commandes entre la Ville de Montivilliers et le CCAS de Montivilliers destinée à la passation d'un accord-cadre de travaux de peinture pour les bâtiments municipaux et les résidences autonomie ;

- **D'autoriser** Monsieur le Maire à signer la convention de groupement de commandes.

### **Imputation budgétaire**

Exercices 2026 et suivants

Budget principal

Sous-fonction et rubrique : Toutes fonctions selon les besoins

Nature et intitulé : 21351 (Installations générales – Agencement, aménagement des constructions - Bâtiments publics)

Budget annexe Développement économique

Nature et intitulé : 21352 : (Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments privés)

Montant de la dépense annuel HT : 100.000 euros

## **ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.**

Pour : 32

Contre : 0

***Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.***

***Pour extrait conforme au registre dûment signé.***

